

## **Les métamorphoses de l'universalité : de la *Pax romana* à la « mondialisation »**

**Michel Juffé, conférence du 14 février 2001  
à l'École nationale des ponts et chaussées**

Commençons par un peu d'étymologie, laquelle donne toujours quelques repères sûrs :

*Universus* = tourné d'un seul élan vers

Univers : le tout, l'ensemble de, la généralité

Universalité : depuis 1486, ce qui concerne la totalité des hommes.

Monde = ordonné, beau, soigné

Cosmos = ordre, parure, univers organisé (opposé à chaos)

Mondialiser apparaît en français dans les années 1920, tiers-monde en 1952 (Sauvy),  
mondialisme, mondialisation vers 1960.

Lorsqu'on parle aujourd'hui de mondialisation, on sous-entend, en général, « de l'économie » et plus précisément du commerce. Même en étant naïf, on comprend bien qu'il ne s'agit pas d'une nouveauté absolue mais d'une accélération d'un mouvement qui a commencé depuis des siècles, pour ne pas dire des millénaires.

Ce qu'on entend par mondialisation à présent n'est pas qu'une accélération de déplacements divers sur toute la surface habitée de la planète, c'est aussi une manière de conduire ces déplacements, à savoir une « philosophie », consistant à croire que la multiplication des échanges planétaires de biens et de services sera salubre pour l'humanité, puisqu'elle fera entrer peu à peu toutes les cultures, toutes les nations, dans une ère de richesse commune, mettant fin aux conflits et à la misère dans le monde entier. **La mondialisation en cours n'est donc pas que matérielle, elle est aussi spirituelle puisqu'elle vise le salut de l'humanité dans son ensemble.**

Je voudrais montrer que cette idée de « salut de l'humanité dans son ensemble » n'est pas nouvelle et qu'elle remonte, au moins, à la Rome antique, qu'elle est reprise par le christianisme, par l'Islam, par l'Europe des Lumières aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle, par le marxisme-léninisme et, à présent, par le libéralisme Nord-Américain et Européen. Je ne prétends pas à l'exhaustivité, car je connais trop peu l'histoire de l'Inde et de la Chine pour savoir si de telles prétentions ont habité ou habitent encore ces peuples.

On pourrait même partir de plus loin : de Babylone, à laquelle la Bible fait une allusion bien connue, en *Genèse 11*, à savoir la tour de Babel : « Bâtissons-nous une ville et une tour dont le sommet pénètre les cieux ! Faisons-nous un nom et ne soyons pas dispersés sur toute la terre ! » C'est le prototype de toutes les mondialisations !

### **1. Commençons par Rome et l'Empire romain.**

Durant six à sept siècles, Rome, au début une bourgade, s'étend jusqu'à former un empire qui couvre la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest actuelle, la Turquie et tout le pourtour de l'Afrique du Nord, Égypte incluse. Les modalités de gouvernement varient d'une région à l'autre, une grande liberté religieuse est laissée (la religion romaine ne forme pas, de toute façon, un système dogmatique, le panthéon romain n'a pas de contour défini), mais en revanche un **ordre** commun quadrille tout l'empire.

Quel est cet ordre ? Il repose sur deux notions complémentaires : l'égalité des droits pour tout citoyen romain ; la stricte hiérarchie de participation aux affaires publiques, établie par le cens.

**Égalité des droits** veut dire avoir la pleine capacité juridique : 1) pouvoir porter trois noms : un nom propre, un nom patronymique, un surnom ; 2) possibilité de faire appel d'un jugement, notamment en recourant aux tribuns du peuple ; 3) ne pas être soumis à la torture ; en contrepartie, tout citoyen doit donner de son temps et de ses biens pour la cité : service militaire (entre 15 et 45 ans), paiement d'impôts, participation aux délibérations publiques. Les membres des autres cités suivent le droit de ces cités. Dès le I<sup>er</sup> siècle avant J.C., tous les citoyens italiques deviennent citoyens romains ; en 212 après J.C., tous les citoyens de l'empire acquièrent la citoyenneté romaine. Selon les estimations, sur une

population de 50 millions d'habitants de l'Empire au III<sup>e</sup> siècle, 8 à 10% sont citoyens romains.

**Stricte hiérarchie** veut dire que tous les citoyens tiennent un rang ou plutôt un statut, déterminé par de fréquents recensements. Recenser c'est précisément estimer, peser pour donner à chaque chef de famille sa place dans la hiérarchie. Au-delà d'une série de distinctions, il existe deux statuts contrastés et on ne passe guère de l'un à l'autre : les « humbles » (*humiliores*), les « honnêtes gens » (*honestiores*). Les premiers sont formés de la plèbe urbaine et rurale et des affranchis. Les seconds forment une pyramide : à la base les décurions et les vétérans de l'armée (il en existait peu, avec une durée de vie moyenne qui ne dépassait pas 35 ans !), au-dessus les chevaliers, en haut les « clarissimes » (sénateurs, consuls, proconsuls, etc.). Les simples soldats pouvaient y accéder, en devenant décurions. L'armée était là pour veiller au maintien de l'ordre. Chaque région de l'empire est dotée d'un gouverneur civil et militaire, désigné par le Sénat pour une durée limitée : il porte le titre d'*imperator* (*imperare* = prendre des mesures pour qu'une chose se fasse ; d'où le français actuel : impératif). S'il y a « empire romain » ce n'est pas parce qu'il y a eu durant 400 ans un souverain unique dénommé empereur. L'empire romain a commencé dès le III<sup>e</sup> siècle avant J.C., sous la République. Ce qui était nouveau avec le **Prince** (*princeps*, celui qui prend la première place), c'est un degré hiérarchique de plus : Octave est successivement désigné, par le Sénat, tribun, « auguste » c'est-à-dire « doté de la force sacrée », consul à vie et grand pontife, cumulant ainsi toutes les charges et les honneurs. Il devient ainsi la concentration des vertus romaines et c'est ainsi que les Princes romains seront divinisés.

Ainsi, durant 700 ans, l'Empire romain a vécu selon des règles qui n'ont guère changé : le même droit pour tous, la stricte répartition des honneurs et des charges, donc **la loi et l'ordre**. Les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle ont beaucoup débattu de la fin de l'empire romain d'Occident : invasions barbares ou corruption généralisée. A l'appui de la 2<sup>e</sup> version, le témoignage de Tacite (55-120 ?), ancien consul : « Cependant, à Rome, tous se ruèrent à la servitude : consuls, sénateurs, chevaliers, plus faux et plus empressés à proportion de la splendeur des rangs. » (*Annales*, livre I). A présent, certains, comme Henri Marrou, pensent plutôt que tout était organisé pour le bonheur de l'aristocratie, pendant que les agriculteurs étaient écrasés par les prélèvements urbains. Salvien, un moine du V<sup>e</sup> siècle, écrit, à propos de paysans qui ont fui chez les « barbares » : « ils aiment mieux supporter la dissemblance

des mœurs chez ces peuples-là que chez les Romains l'injustice déchaînée. »

N'oublions pas cette phrase, car nous allons retrouver de semblables jugements à propos d'autres « mondialisations ».

## 2. Passons au monde chrétien et à sa mission universelle

C'est au début du IV<sup>e</sup> siècle, avec Constantin, qui va convoquer et présider le concile de Nicée, en 325, que Rome se christianise. Concile important car il jette les bases d'une cité chrétienne : la profession de foi : « Nous croyons en un seul Dieu, etc. » ; l'assemblée œcuménique des évêques, la discipline de l'Église.

Cent ans plus tard, après la prise de Rome, Augustin, évêque, écrit *La cité de Dieu*, livre de référence du christianisme. Pour lui les Romains ont usurpé la gloire de Dieu : ce sont des idolâtres, car ils ont fait de l'État, exaltation de l'amour de soi, le but suprême de la vie humaine. La cité de Dieu est celle que la foi chrétienne finira par établir sur terre, au cours d'un septième âge de l'humanité (Rome étant le sixième) qui « sera notre sabbat qui n'aura point de soir, mais que doit terminer un dimanche éternel » (XXII, 30). Partout existent des hommes qui aspirent à cette cité céleste : répandre la foi chrétienne, c'est rassembler les citoyens de toutes les nations en vue de ce septième âge.

*Voilà l'esprit missionnaire, mondialisant : assembler toutes les nations sous cette même foi. Nous retrouverons ce discours missionnaire avec les Lumières, et notamment avec Condorcet.*

Progressivement, l'assemblée des évêques, au début collégiale, à l'imitation des premiers apôtres, **concentre sa puissance à Rome** : au VIII<sup>e</sup> siècle, le siège de l'évêque de Rome, successeur de Saint-Pierre, devient le cœur d'un nouvel empire, avec un Souverain Pontife. Dès le IX<sup>e</sup> siècle : « Tandis que le pape censure la conduite des rois, casse ou confirme leurs actes civils, et dispose même de leurs couronnes, tous les membres du clergé, jusqu'aux plus simples clercs, sont affranchis de toute juridiction séculière. » (anonyme, *Essai historique sur la puissance temporelle des papes*, Le Normand, 1810). Hincmar, évêque de Reims, écrit à Louis III : « Ce n'est pas vous qui m'avez choisi pour gouverner l'Église ; c'est moi qui, avec

mes collègues, vous ai élu pour administrer le royaume, à condition d'observer les lois. » Grégoire VII, élu en 1073, devient le souverain effectif du christianisme d'Occident : il se donne le droit de destituer les princes, de nommer les évêques, de convoquer et présider les conciles, de proclamer l'infaillibilité papale. Il a le premier l'idée des croisades, autant pour dominer les rois que pour diminuer l'influence des empereurs grecs. Au XII<sup>e</sup> siècle s'opère aussi la codification en un seul *Droit canonique* d'un ensemble hétéroclite de droits romains, germains et chrétiens.

**L'Église devient la plus grande puissance européenne et entend bien exercer le pouvoir suprême.** Thomas d'Aquin n'hésite pas à écrire : « Les hérétiques ont mérité non seulement d'être séparés de l'Église par l'excommunication, mais aussi d'être retranchés du monde par la mort. » (*Summa Theologiae*)

« Au sens large l'Église était un État. Elle disposait de tout l'appareil d'État : lois et tribunaux, impôts et collecteurs d'impôts, puissante machine administrative, droit de vie et de mort sur les citoyens de la chrétienté et leurs ennemis, internes ou externes [...] Ainsi l'Église n'était pas seulement un état, c'était l'État ; ce n'était pas seulement une société, c'était la société — la *societas perfecta* humaine. » (Richard William Southern, *L'église et la société dans l'occident médiéval*, Flammarion, 1987)

Nous connaissons la suite : la naissance des États-nations, le démembrement de l'État chrétien, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, les schismes qui ont secoué l'Église au XIV<sup>e</sup> siècle, les Protestants (Luther décrit le Pape comme l'Antéchrist), la réaction violente de l'Église romaine qui, se sentant assiégée, entra dans une peur de fin du monde qui se matérialisa, du XIV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècles, par une lutte contre Satan, dont les agents étaient « les Turcs, les Juifs, les hérétiques, les femmes. », sans oublier les païens, notamment d'Amérique, qu'il fallait convertir de force (Jean Delumeau, *La Peur en Occident, une cité assiégée*, Fayard, 1978). D'où une terreur qui expliquera en grande partie la violence des Lumières contre le clergé et la dogmatique chrétienne.

### **3. Venons-en à présent à Europe des Lumières et à l'empire des « droits de l'homme ».**

L'esprit des Lumières n'est pas né d'un coup au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il mûrit à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, au moment où des villes et des Etats commencent à s'affranchir de la tutelle de l'Eglise. Il commence avec ce qu'on appelle les « humanistes », comme Dante, Léonard de Vinci, Erasme, Rabelais, Montaigne, pour lesquels l'humanité vaut par elle-même, peut établir son propre royaume. Au XVII<sup>e</sup> siècle, dans des pays non soumis à la papauté, bien des penseurs, dont certains se disent pourtant chrétiens, veulent séparer complètement l'Eglise et l'Etat civil, en plaçant la « lumière naturelle » et le « droit naturel » au cœur de la pensée politique. Giordano Bruno qui a le malheur de vivre en Italie, déclare à ses juges en 1600 : « Le contenu de tous mes livres en général, est philosophique et [...] j'y ai toujours parlé en philosophe, suivant la lumière naturelle, sans me préoccuper de ce que la foi nous commande d'admettre. » Il sera brûlé vif, ayant eu d'abord la langue arrachée.

Hobbes, Spinoza et Locke, entre autres, insistent sur les conséquences du « droit naturel » : pour Hobbes, le souverain est l'âme de la République (et non la tête comme le disaient les clercs, se réservant l'âme) ; ainsi le Pape usurpe le pouvoir royal et le clergé ne devrait pas être au-dessus des lois. Pour Spinoza : « Il n'y a pas de lumière supérieure à la nature, il n'y a pas d'autorité extérieure aux hommes. » Critiquant la Bible, il montre que les préceptes religieux sont en fait des préceptes sociaux, et que l'enseignement de Moïse a en vue le bien public et l'intérêt de l'Etat. Pour Locke, même les lois humaines sont contingentes : « Le peuple garde toujours le *pouvoir souverain* de se délivrer des entreprises de toutes sortes de personnes, même de ses *législateurs*, s'ils venaient à être assez fous ou assez méchants, pour former des desseins contre les *libertés* et les propriétés des sujets. »

*Chacun d'eux prépare les esprits à une société qui : 1° va ôter toute fonction politique à l'Eglise ; 2° va limiter les pouvoirs du Prince ; 3° va s'établir sur la foi en la Raison. Ils indiquent ainsi des buts dont les hommes du XVIII<sup>e</sup> siècle vont préciser la méthode.*

Le « siècle des Lumières », le XVIII<sup>e</sup> siècle, est ainsi qualifié par deux auteurs contemporains :

Pour Ernst Cassirer, philosophe : « La philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle tient de toutes parts à l'exemple privilégié, au paradigme méthodologique de la physique newtonienne. Mais elle

en généralise aussitôt l'application. [...] La société est assignée au tribunal de la raison, interrogée sur la légitimité de ses titres, sur les fondements de sa vérité et de sa validité. »

Pour Alphonse Dupront, historien, les Lumières c'est : « essentiellement le passage d'une mythique traditionnelle (mythique de religion, de sacralité, d'autorité religieuse et politique) à une mythique nouvelle, ou foi commune rénovée, dont la plus véhémente des affirmations est de ne pas se vouloir ou de ne pas se savoir mythique. »

Les penseurs et les acteurs du XVIII<sup>e</sup> siècle savent qu'ils s'appuient sur la « philosophie naturelle », c'est-à-dire sur la physique de l'époque, mais ne pensent pas bâtir une nouvelle religion : pour eux la Raison met à l'abri de toute croyance. La « lumière naturelle » c'est la vérité telle quelle. Nous en sommes largement revenus, mais après de dures épreuves.

Il faudrait parler de Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau (que Kant qualifiait de « Newton du monde moral »), des Encyclopédistes, de Kant et de Hegel. Je n'en ai pas le temps et je le regrette car ils incarnent tous des visions différentes du monde moderne, celui qui donne lieu à « notre » mondialisation, laquelle n'est pas exempte de divergences et de contradictions, que l'on trouve déjà en germe chez ces auteurs.

Je vais donc me concentrer sur l'un des penseurs les plus représentatifs des Lumières, Condorcet, car il est aussi un acteur à part entière de la Révolution française, auteur de textes à visée législative autant que de textes de réflexion plus générale. Il est aussi « sanctifié » par bon nombre de « progressistes ».

En 1783, alors qu'il entre à l'Académie française, il déclare : « ce siècle, où, pour la première fois, le système général des principes de nos connaissances a été développé ; où la méthode de découvrir la vérité a été réduite en art, et, pour ainsi dire, en formules ; où la raison a enfin reconnu la route qu'elle doit suivre, et saisi le fil qui l'empêchera de s'égarer [...] le genre humain ne reverra plus ces alternatives d'obscurité et de lumière auxquelles on a cru longtemps que la nature l'avait éternellement condamné [...] nous pouvons nous écrier enfin : La vérité a vaincu ; le genre humain est sauvé ! Chaque siècle ajoutera de nouvelles lumières à celles du siècle qui l'aura précédé ; et ces progrès, que rien désormais ne peut

arrêter et suspendre, n'auront d'autres bornes que celles de la durée de l'univers. »

Ce texte est la profession de foi de « l'homme des Lumières ». Je voudrais quand même citer Kant, qui écrit, un an plus tard, en 1784 : « *Les lumières se définissent comme la sortie de l'homme hors de l'état de minorité, où il se maintient par sa propre faute. La minorité est l'incapacité de se servir de son entendement sans être dirigé par un autre. [...] Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Voilà la devise des lumières.* » (« Réponse à la question : Qu'est-ce que les lumières ? »).

Condorcet va développer ces idées et leur implication missionnaire (car impérative) dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, écrit en 1793, peu de temps avant sa mort.

Pour lui la « lumière naturelle » vient du grand livre de la nature, ouvert à tous ceux qui veulent se donner la peine de le déchiffrer, car la nature écrit dans le langage des mathématiques. C'est ce que les peuples ont peu à peu découvert, par un usage de plus en plus approprié de la Raison : d'abord par la langue, puis par l'écriture, puis par l'écriture alphabétique, et enfin par **l'algèbre**, seule science analytique véritable, qui « renferme les principes d'un instrument universel, applicable à toutes les combinaisons d'idées. », y compris celles qui concernent la société. « Toutes les erreurs en politique, en morale, ont pour base des erreurs philosophiques, qui elles-mêmes sont liées à des erreurs physiques. Il n'existe, ni un système religieux ni une extravagance surnaturelle, qui ne soient fondés sur l'ignorance des lois de la nature ». Condorcet est l'inventeur de la « mathématique sociale ».

Par suite, comment douter que les bienfaits de la Raison calculatrice doivent se répandre sur toute la terre, éclairer ceux qui restent victimes de l'obscurantisme religieux, sont soumis aux despotes ? S'il le faut même, la colonisation de l'Amérique « ne doit-elle pas civiliser ou faire disparaître, même sans conquête, les nations sauvages qui y occupent encore de vastes contrées ? ». En Afrique et en Asie, il faudra aller au secours de « nations asservies sous des despotes sacrés ou des conquérants stupides, et qui, depuis tant de siècles, appellent des libérateurs ». Pour finir : « Il arrivera donc, ce moment où le soleil n'éclairera plus, sur la terre, que des hommes libres, et ne reconnaissant d'autre maître que leur raison ». N'est-ce pas le prototype de tout discours sur la mondialisation ?

Vingt ans plus tard Hegel écrivait à peu près la même chose sur la nécessité de coloniser les



autres peuples arriérés, à ceci près que pour lui c'est l'État allemand qui incarnait la Raison triomphante, en tant qu'Esprit absolu enfin présent à lui-même sur terre.

Le programme des Lumières est ainsi impérial (imposer sa loi, comme les Romains) et œcuménique (toucher la terre entière, comme l'Église catholique romaine) : c'est là que commence « notre » mondialisation.

Dont je vais, pour finir, exposer les deux principales variantes contemporaines, bien qu'à présent l'une soit, pour le moment, en perte de vitesse et l'autre, pour le moment, triomphante.

#### 4. Socialisme et libéralisme

Je me contenterai de citer deux textes, car les réalités sociales et politiques qui leur correspondent sont bien connues et visibles sous nos yeux. En revanche, les thèses exposées dans ces textes sont, je crois, moins bien connues.

D'abord le **Manifeste du parti communiste**, publié par Karl Marx et Friedrich Engels en 1848. Nous allons voir que si ses prophéties ne se sont pas réalisées, le tableau qu'il trace du monde moderne est étonnant de réalisme. Pour nos auteurs : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. ». La bourgeoisie, actuelle classe dominante, a « remplacé l'exploitation déguisée sous les illusions religieuses et politiques par l'exploitation ouverte, cynique, directe, brutale. » Elle ne vit que par une « révolution » permanente des rapports de production. « L'insécurité et le mouvement éternel » lui sont propres, car elle doit toujours produire plus pour subsister : « Talonnée par le besoin de débouchés toujours plus étendus pour ses produits, la bourgeoisie gagne la terre entière. Il lui faut se nicher partout, s'installer partout, créer partout des relations. Par son exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a rendu cosmopolites la production et la consommation de tous les pays. » Elle crée des entités supranationales et « une interdépendance générale des nations », aussi bien pour les produits que pour les idées. Elle entraîne ainsi toutes les nations « dans le courant de la civilisation », avec l'arme du bas prix de ses marchandises. « En un mot, elle se crée un monde à sa propre image. »

Repasant du principe de la « lutte des classes » comme moteur de l'histoire suivent une série de prédictions, scientifiques : la bourgeoisie, qui transforme les ouvriers en prolétaires, simples accessoires de la machine, « produit ses propres fossoyeurs », car ceux-ci n'ont rien

à perdre et vont renverser l'ordre bourgeois, supprimer la propriété privée et étatiser les moyens de production, ce qui engendrera une société sans classes et, à terme, la disparition de l'État, devenu inutile. D'où la proclamation : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » et la création des Internationales.

Quelle est la profession de foi de Marx, pour qu'il soit aussi sûr de l'avenir que pouvait l'être, par exemple, Augustin décrivant la cité de Dieu ?

Marx croit que la vie matérielle détermine absolument la vie sociale : changer les rapports de production, c'est changer toute la société, sous tous ses aspects. C'est ce qu'il écrit en 1859, dans sa *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859) : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. »

**Friedrich von Hayek**, qui a pourtant reçu un prix Nobel d'économie, ne croit pas du tout que l'économie détermine les relations sociales. « Les considérations économiques, écrit-il, sont simplement celles par lesquelles nous concilions et ajustons nos objectifs différents, dont pas un seul, en dernière analyse n'est économique ». Pour lui, tel qu'il l'exprime dans *La constitution de la liberté* (1960), rien de saurait surpasser la liberté d'agir selon ses propres idées et projets, sans coercition exercée par autrui, sans être l'instrument de quelqu'un d'autre. Pourquoi ? Parce que nous ignorons l'avenir et qu'il faut préserver toutes ses potentialités, ne sachant lesquelles nous seront ou non favorables. Face à une telle incertitude, « nous devons accepter qu'elle soit assurée même quand certains en feront des usages qui nous semblent peu désirables [...] C'est parce que nous ne savons pas comment les individus useront de leur liberté, qu'il est si important qu'ils l'aient [...] Il est certainement plus précieux que tout puisse être tenté par quelqu'un, plutôt que tous puissent faire la même chose ». La liberté ainsi conçue est d'abord celle d'entreprendre. « L'utilisation fructueuse de ce potentiel entrepreneurial [...] est l'activité la plus hautement récompensée d'une société libre ».

Elle implique l'inégalité, car les forces qui d'abord amplifient celle-ci finiront par la réduire : « tous les obstacles qui s'opposent à l'ascension de quelques-uns sont, à la longue, des obstacles à l'ascension de tous ». À l'heure présente, où la majorité des hommes est encore dans la misère, il faut continuer à progresser à un rythme soutenu.

Notons en passant que ce thème des « lendemains qui chantent » est commun à tout l'esprit des Lumières : quels que soient les incidents de parcours, il est certain que le futur sera meilleur, pour tous, que le passé, puisque « on n'arrête pas le progrès ».

Ainsi, pour Hayek, l'égalité doit seulement être celle devant la loi, et non celle d'un « schéma préconçu de distribution ». L'excès de salariés nuit à la liberté, car les salariés ne savent pas décider. « Une classe riche constituée en partie d'oisifs sécrètera un nombre supérieur à la moyenne de savants et d'hommes politiques d'envergure, de célébrités littéraires et artistiques ». Ce qui est d'autant plus important que *ce sont les idées* — et d'abord les spéculations philosophiques — *qui mènent le monde, alors que le mode de gouvernement* — tel que la démocratie — *n'est qu'un moyen*.

Pour finir, le couperet tombe sur ceux qui ne sont pas « entrepreneurs » : le fait d'appartenir à une communauté ne donne aucun droit à une portion de la richesse de cette communauté. Autrement dit, pour Hayek, on doit gagner sa vie, la mériter... quelles que soient les circonstances.

Les **conséquences du « socialisme réel »** sont connues : des Etats dictatoriaux, la satellisation des autres Etats socialistes, la terreur policière, la répression brutale du monde paysan, l'absence d'esprit d'entreprise, etc. Depuis des dizaines d'années, le « monde libre » a entendu parler de tous les méfaits du socialisme dit soviétique. Cela ne signifie pas que le monde capitaliste dénoncé par Marx soit un paradis à côté de cet enfer communiste.

Car les **conséquences du libéralisme** sont aussi visibles : écarts croissants de l'accès aux biens de base (nourriture, logement, santé, éducation, justice) entre pays (71% des porteurs de sida habitent l'Afrique sub-saharienne) et au sein d'un pays (Brésil, E.U.), domination culturelle (pas seulement américaine ; par exemple, les petits actionnaires de Nissan

considèrent que Renault se comporte comme une « force d'occupation »), désengagement financier des pays riches envers les pays « insolubles » (l'aide publique a baissé de 52% à 25% entre 1987 et 1995 ; en 1965, les pays de l'OCDE décidèrent d'aider les autres pays à hauteur de 0,7% du PIB ; en 1995, on en est à 0,27% après avoir atteint 0,35% dans les années 1970 et 1980. Les E.U. apportent 0,1% de leur PIB, la France 0,4%), inégalité des échanges en faveur des pays riches (le transfert net de capitaux des pays en développement aux pays développés s'élève à 242 milliards de dollars).

**Conclusion :** quelles leçons pouvons-nous tirer de ce trop rapide panorama, qui couvre plus de 2.000 ans d'histoire de l'Occident ?

1° **Certaines ambitions se répètent** : l'absolue nouveauté, politiquement, n'existe pas. Il est aussi probable qu'elles héritent les unes des autres : le christianisme occidental met à son service le droit romain et la structure hiérarchique de l'autorité ; même si la Révolution française prétend faire table rase du passé, elle s'inspire et de la Rome antique et du christianisme. Napoléon sera d'abord 1<sup>er</sup> consul (1799) puis *plébiscité* consul à vie au bout de 3 ans, empereur héréditaire au bout de 5 ans, et se fera sacrer par le pape.

2° Certains dangers apparaissent : **l'universalité désirée par les uns est une coercition pour les autres**, ceux qui n'y adhèrent pas, et elle se transforme tôt ou tard en recherche de puissance et en conduite hégémonique, voire destructrice.

3° Ce n'est ni une personne, ni un corps social particulier (l'Etat, les entreprises, etc.) qui portent chaque universalisme : **une large adhésion de plusieurs types d'autorités est nécessaire**, d'autant plus que quelles que soient les convictions étalées aucune croyance n'est réductible à quelques lignes (malgré la loi mosaïque, la profession de foi chrétienne et la déclaration des droits de l'homme). Autant d'interprètes et de commentateurs, autant de visions et d'argumentations.

4° **Aucune « valeur supérieure »**, aucune « vision du monde », aucune « philosophie », aucune « religion » **n'est fondée absolument**, car toute révélation (que ce soit par l'inspiration divine ou la lumière naturelle) se construit peu à peu au gré des circonstances, puis devient dogme et profession de foi intangible pour dissimuler et même oublier cette contingence. Je n'ai rien dit des controverses millénaires autour de la Trinité chrétienne ou des débats, encore actuels, sur les relations entre liberté et égalité dans les Déclarations des

droits de l'homme depuis 1789. C'est d'ailleurs lorsque de tels débats sont interdits ou que telle interprétation est qualifiée d'hérétique que commence le totalitarisme.

5° On n'est pas obligé d'adhérer à une dogmatique quelle qu'elle soit ; ce qui ne veut pas dire qu'on peut flotter dans un monde sans croyance, car alors on ne s'oriente plus et par suite on n'agit plus, mais qu'on peut vivre en sachant que nos croyances sont *mal fondées* et par suite admettre vraiment leur diversité non-antagonique et leur pluralité.

**Faut-il renoncer à toute universalité, de crainte qu'elle n'aboutisse toujours à une forme de totalitarisme ?** La question est délicate, aussi je vais me contenter de donner quelques indications sur ce que pourrait être une « bonne » universalité.

D'abord, il vaut mieux éviter de mettre au pinacle une seule valeur. Hannah Arendt distingue trois aspects de la vie active : l'action, l'œuvre et le travail. L'action, c'est la vie politique proprement dite, les relations des hommes entre eux ; l'œuvre, c'est le façonnage de la matière, la transformation du monde par l'art, la science et la technique ; le travail, c'est ce qui nous maintient en vie et améliore nos conditions de vie. Il est clair que Marx valorise le travail et lui seul, Hayek l'œuvre et elle seule, alors que Hobbes ou Spinoza privilégient l'action. Il faudrait être capable de penser les relations entre ces trois aspects de la vie en société – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui – en refusant, en pensée et en action, que l'un soit déterminant des autres.

Ensuite, il ne faut pas oublier qu'en aucun cas ce n'est la raison ou le calcul ou quelque lumière (divine ou naturelle) que ce soit qui motive les actions humaines : ce sont les sentiments, les passions, les émotions, car que nous le voulions ou non nous dépendons tous de l'appréciation des autres. Appréciation dont ils n'ont pas toujours conscience. Ainsi ce qui nous fait agir et pâtir demeure plutôt obscur et toute théorie politique devrait en tenir compte avant d'asséner des vérités définitives.

Enfin, on doit accepter que l'humanité n'est pas forcément vouée à l'accumulation de puissance, par le biais de systèmes techniques de plus en plus performants. La supériorité affichée des pays dits développés tient au fait que cette accumulation est également militaire et qu'une menace de mort est sans cesse, au moins potentiellement, exercée ces

pays et sur ceux qui n'en disposent pas ou peu. Claude Lévi-Strauss faisait remarquer, dans *Race et histoire* (1952), qu'en changeant les critères d'appréciation, on change la hiérarchie des sociétés : pour la mécanisation les E.U. l'emportent ; pour l'adaptation à un milieu hostile, ce sont les esquimaux et les Bédouins ; pour l'organisation de la famille les Aborigènes d'Australie, etc. Il en concluait que « le devoir sacré de l'humanité » tient en deux refus : celui du « particularisme aveugle » ; celui du « genre de vie unique ». Ces propos n'ont rien perdu de leur actualité.